



LES FONDEMENTS DE L'AUDIT PAR LES “ BUSINESS RISKS ”: MOTIVATIONS PROFESSIONNELLES OU RAISONS ÉCONOMIQUES ?

Riad Abdulraouf

► To cite this version:

Riad Abdulraouf. LES FONDEMENTS DE L'AUDIT PAR LES “ BUSINESS RISKS ”: MOTIVATIONS PROFESSIONNELLES OU RAISONS ÉCONOMIQUES?. “COMPTABILITE ET ENVIRONNEMENT ”, May 2007, France. pp.CD-Rom. halshs-00543074

HAL Id: halshs-00543074

<https://shs.hal.science/halshs-00543074>

Submitted on 5 Dec 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES FONDEMENTS DE L'AUDIT PAR LES « BUSINESS RISKS » : MOTIVATIONS PROFESSIONNELLES OU RAISONS ÉCONOMIQUES ?

Riad ABDULRAOUF
Doctorant
Université Paul Verlaine- Metz
ESM/IAE de Metz
3, Place Edouard Branly 57070 Metz
Tel : 06 22 05 87 62
e-mail : riadraouf@hotmail.com

Résumé

Au cours de ces dernières années plusieurs cabinets d'audit ont adopté des approches d'audit qui s'appuient plus qu'avant sur des concepts d'analyse de métier et des « *Business Risks* ». Les cabinets d'audit prétendent adopter la nouvelle approche pour améliorer la qualité d'audit et réaliser ainsi une valeur ajoutée pour l'entreprise auditée. En examinant d'une part l'environnement de la profession comptable et son évolution pendant les dernières années et d'autre part les recherches concernées nous mettons en évidence la domination des raisons économiques, notamment la recherche des revenus additionnels, sur les motivations professionnelles en ce qui concerne l'adoption de la nouvelle approche. Nous relativisons également l'amélioration de la capacité des auditeurs à détecter les fraudes et la réalisation de valeur ajoutée pour le client pourtant présenté par les cabinets comme le principal avantage de la nouvelle approche.

Mots clés : audit, approche de l'audit par les « *Business Risks* », indépendance de l'auditeur, efficacité de l'audit.

Abstract

In recent years, many accounting firms have developed a new approach to auditing financial statements. This new approach, referred to as Business Risk Audit, is based on the analysis of risks associated with the client's business. The purpose of this paper is to identify the real motivations which had been influential in developing this approach. The Business Risk Audit is claimed to be developed to improve the audit quality and to add value to the audited entity. An alternative explication pretends that this approach was developed to serve some economic objectives of the accounting firms. This view suggests that the Business Risk Audit is adopted to reduce the audit cost and to increase the consulting revenues. Taking into consideration the development of accounting profession during these recent years and the findings of concerned academic researches, this paper concludes that the economic reasons are more representative of the reasons which motivate the big accounting firms to adopt this approach.

Key words: Auditing, Business Risk Audit, Audit approach, audit effectiveness.

INTRODUCTION

Les grands cabinets d'audit ont développé leurs approches en se concentrant principalement sur le métier du client, ses objectifs et son environnement de travail. Une telle compréhension approfondie peut guider l'équipe de l'audit dans ses procédures notamment dans son appréciation des risques d'entreprise et de la gestion de ces risques. De plus, cette connaissance accumulée est utile pour l'appréciation du risque de fraude, l'évaluation de l'environnement du contrôle et la compréhension du système d'information (Winograd *et al.*, 2000). Plusieurs facteurs ont été proposés comme raisons de la construction de cette nouvelle approche. On peut les classer dans deux catégories. D'un côté, les motivations professionnelles seraient au cœur de l'approche par les « *Business Risks* » développée pour assurer la qualité d'audit et pour ajouter une valeur à l'audit traditionnel. D'un autre côté, des motivations économiques peuvent être considérées comme les vraies raisons suscitant le développement de cette approche. Ces motivations comprennent les efforts prodigués par les cabinets comptables pour réduire le coût d'audit et leur recherche des revenus additionnels en fournissant d'autres services aux clients. Il est clair que ces deux types d'arguments sont différents et en certain cas contradictoires. Notre objectif est d'identifier les facteurs dominants qui ont vraiment incité les grands cabinets à développer l'approche par le « *Business Risk* » car la compréhension de ces motivations nous permettrait de découvrir quels intérêts cette approche sert et d'établir un jugement sur son efficacité. Pour cela, nous avons organisé notre travail en trois parties. Dans une première partie nous présenterons les aspects principaux de l'approche par les « *Business Risks* » et nous discuterons des motivations professionnelles. L'amélioration de la qualité d'audit et la réalisation de valeur ajoutée à l'entreprise auditée sont, selon les cabinets d'audit, les motivations principales derrière le développement de cette nouvelle approche. Nous présenterons alors une lecture critique de ces motivations. Dans une deuxième partie nous présenterons les motivations économiques qui ont pour objectif de réduire le coût d'audit et le risque des poursuites contre l'auditeur et de réaliser des revenus additionnels. Enfin dans une troisième partie, nous présenterons le point de vue de deux institutionnels par rapport à cette approche: les organisations professionnelles et les régulateurs. Nous fournirons une synthèse des résultats de ce travail en conclusion.

1. UNE NOUVELLE APPROCHE FONDÉE SUR DES MOTIVATIONS PROFESSIONNELLES.

1. 1. La nature de l'approche par les « *Business Risks* »

En comparaison avec les approches traditionnelles on peut distinguer deux aspects caractéristiques de l'approche par les « *Business Risks* ». D'une part, tandis que l'auditeur selon les approches traditionnelles prend connaissance de l'entreprise et évalue le risque d'audit et ses composants au cours de la mission en mettant en œuvre les procédures d'audit, l'approche des « *Business Risks* » consacre la première étape de la mission d'audit à la prise de connaissance et la compréhension approfondie de l'entreprise avant l'évaluation des risques. D'autre part, la nouvelle approche exige l'acquisition d'une connaissance non seulement sur les aspects comptables de l'entreprise auditée mais aussi sur les aspects économiques et managériaux. Cet élargissement de l'étendue de la connaissance de l'entreprise auditée est basé sur l'idée que le risque d'audit découle d'autres risques liés à la capacité de l'entreprise à réaliser ses objectifs (Lemon *et al.*, 2000). La figure 1 suivante représente l'acquisition de connaissance selon l'approche par les « *Business Risks* » (schéma adapté de Knechel, 2001, p. 188).

La focalisation sur l'acquisition de la connaissance du contexte et du métier du client et l'implication de ces connaissances sur les autres étapes de la mission d'audit est l'aspect principal qui caractérise cette approche. L'approche par les « *Business Risks* » se fonde sur la compréhension approfondie de l'entreprise et de son environnement dans la rationalisation des procédures d'audit ce qui devrait permettre l'augmentation de l'efficacité et l'efficience de l'audit. L'auditeur développe cette acquisition des connaissances nécessaires en trois étapes dans une perspective « *top- down* ».

Tout d'abord, l'analyse du risque stratégique aide à identifier le positionnement stratégique de l'entreprise dans son environnement vis-à-vis les acteurs extérieurs (Knechel, 2001). Cette étape est basée sur l'idée que l'entreprise existe dans un réseau de relations avec différents acteurs extérieurs et intérieurs à l'entreprise. Ces relations influencent la capacité de l'entreprise à réaliser ses objectifs et elles peuvent aussi avoir des implications sur ses états financiers. Pour bien comprendre le positionnement stratégique de l'entreprise, l'auditeur doit développer une représentation de l'entreprise dans ses réseaux de relations avec les acteurs économiques. De ce fait, le cabinet d'audit KPMG a développé un cadre « *Client Business*

Model » pour organiser et guider la compréhension et l'accumulation de la connaissance concernant le client (Bell *et al.*, 1997). À la fin de cette étape l'auditeur peut identifier les risques stratégiques, c'est-à-dire les risques liés aux facteurs extérieurs et qui peuvent entraver la réalisation des objectifs de l'entreprise.

Figure 1 : l'acquisition de la connaissance selon l'approche par le « *Business Risk* »

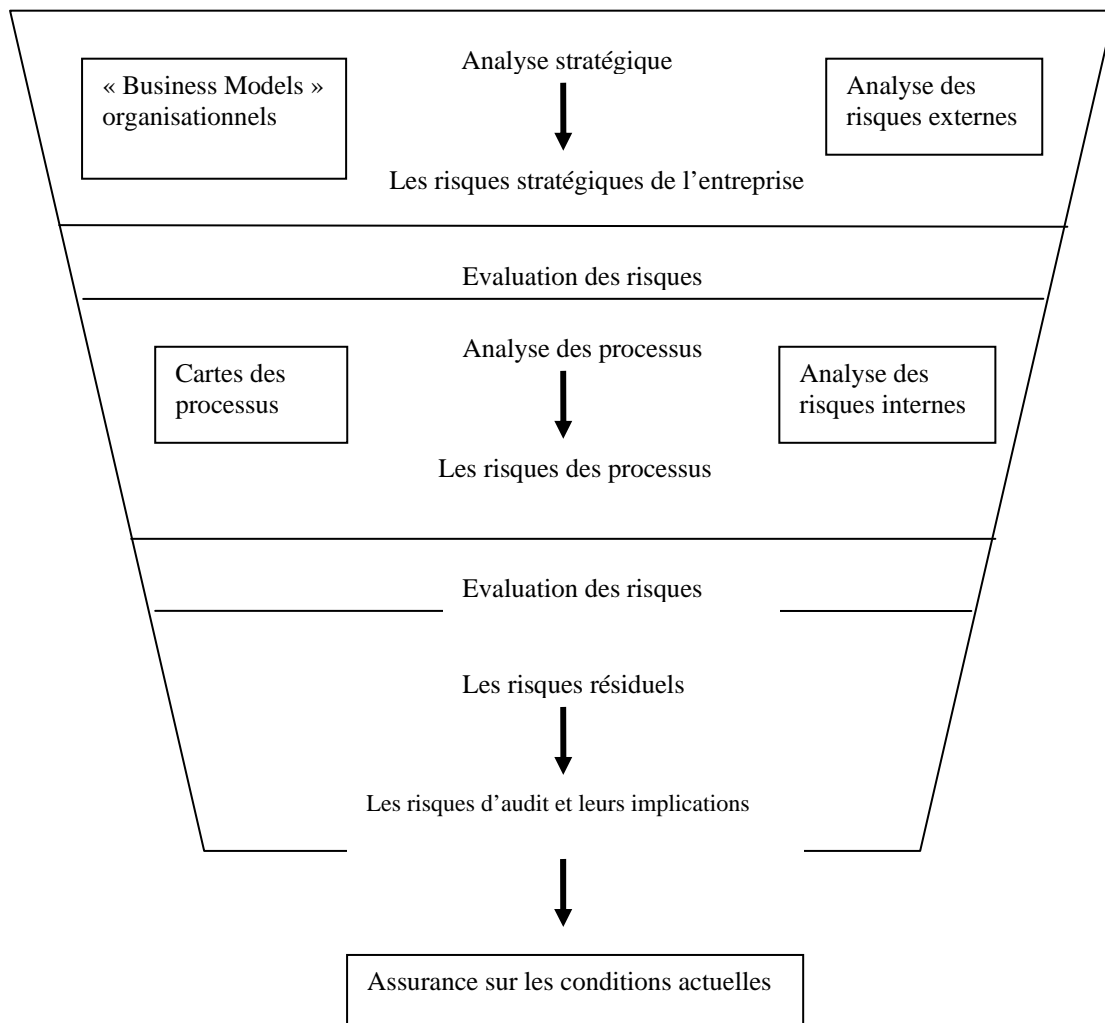


Schéma adapté de Knechel, 2001, p. 188.

Ensuite, l'auditeur analyse le risque du processus. Il se renseigne sur les processus de l'entreprise et il évalue l'influence potentielle de ces processus sur la capacité de l'entreprise de réaliser ces objectifs. Les processus critiques pour une entreprise sont les processus qui peuvent influencer directement la réalisation de ses objectifs, les processus qui sont liés largement aux facteurs (comme la fusion) et/ou les processus qui ont un risque élevé comme l'exploration de pétrole (Knechel, 2001). L'auditeur selon cette approche doit identifier et se focaliser sur les processus critiques pour l'entreprise auditée. Pour analyser les processus

l'auditeur utilise des cartes des processus. Une carte de processus représente les objectifs, les activités et l'information liée à un processus. En analysant les risques internes concernant les processus et les contrôles mis en place par l'entreprise, l'auditeur peut identifier les risques liés aux processus de l'entreprise qui peuvent avoir des effets sur ses états financiers.

Finalement, après avoir pris en compte la gestion de risque de l'entreprise (stratégiques et liés au processus), et en mettant en place des politiques du management du risque et des contrôles internes, l'auditeur analyse le risque résiduel qui représente soit le risque non contrôlé par l'entreprise, soit le risque immédiate pour l'entreprise (Knechel, 2001). En prenant en compte ces risques, l'auditeur planifie et exécute les procédures nécessaires pour diminuer le risque d'audit à un niveau acceptable. Ces trois types d'analyses successives (analyse stratégique, analyse des processus et analyse des risques résiduels) doivent rationaliser les procédures d'audit car l'auditeur a accumulé des connaissances approfondies sur l'entreprise auditée, ses zones risquées et son environnement. Ce que lui permettra par conséquent, de développer des anticipations sur son performance et les conditions qui peuvent motiver les dirigeants à manipuler les états financiers.

1. 2. Une amélioration attendue de la qualité d'audit

Une évaluation menée par un cabinet sur les problèmes qui peuvent affecter l'audit montre que ces problèmes ne se produisent pas à cause des procédures non efficaces mais à cause des risques qui menacent l'entreprise et sa continuité comme les changements rapides dans l'environnement de l'entreprise, la globalisation et les innovations technologiques (Lemon *et al.*, 2000). En ignorant ces risques les auditeurs ne peuvent pas identifier les problèmes dans la continuité d'exploitation (*Going Concern*) ou le fraude. Par conséquent, la compréhension des risques d'entreprise est indispensable pour améliorer la qualité d'audit.

La connaissance de l'industrie du client, de ses stratégies et des facteurs économiques qui influencent ses transactions peut aider l'auditeur à détecter des cas de fraude car la vérification concentrée sur l'examen des transactions n'est pas suffisante (Erickson *et al.*, 2000). Le développement des systèmes informatiques et les logiciels comptables sophistiqués qui sont apparus ces dernières années ont réduit la probabilité qu'une erreur technique se produise dans les comptes à un niveau quasi nul. Cela permet aux auditeurs de prendre en considération l'évaluation d'autres aspects de leurs clients (Lemon *et al.*, 2000). La détection

des fraudes et des anomalies étant un thème crucial dans l'audit, l'étude de son influence sur la performance de l'auditeur est importante.

L'approche par les « *Business Risks* » consacre une partie importante du travail de l'auditeur sur l'évaluation du contrôle interne et les procédures analytiques. L'acceptation de ces dernières comme des procédures substantives a réduit l'utilisation d'autres procédures traditionnelles plus directes. Selon Cullinan et Sutton (2002), le fait de s'appuyer de plus en plus sur l'évaluation du contrôle et la révision analytique a pour conséquence de limiter la capacité de l'auditeur à détecter les fraudes car il se focalise sur les « *lower level employees* » comme une source de la fraude. Ces auteurs constatent que les dirigeants de haut niveau « *top managers* » peuvent passer outre les procédures de contrôle interne. Ces résultats montrent des effets négatifs des deux aspects de l'approche par les « *Business Risks* » : le fait de s'appuyer largement sur l'évaluation de contrôle interne et le remplacement des procédures substantives détaillées par des procédures analytiques. Ainsi, l'évaluation des risques au niveau stratégique (et la perspective holistique produit par cette évaluation) influence l'appréciation des risques au niveau des comptes (O'Donnell et Schultz, 2005). Si l'auditeur exécute une évaluation stratégique et conclut par des résultats favorables (c'est-à-dire qu'il évalue positivement la position stratégique de son client) cela peut réduire sa sensibilité au niveau des signes des risques tels que les fluctuations incohérentes, dans les soldes des comptes, pendant son appréciation. L'auditeur peut, par conséquent sous-estimer le risque dans les états financiers s'il évalue les risques stratégiques à un niveau très bas. Ce qui met en cause la structure de la mission d'audit proposé par cette approche car l'auditeur, selon cette structure, exécute une évaluation stratégique au niveau de l'entreprise avant l'appréciation des risques au niveau des comptes. La figure 2 présente les méthodologies adoptées par O'Donnell et d'autres chercheurs dans leur recherche concernant l'influence de cette approche sur la performance de l'auditeur.

A contrario, d'autres recherches trouve que la structure de l'audit selon cette approche qualifiée comme une structure *top-down* qui se focalise sur les processus améliore la performance de l'auditeur. O'Donnell et Schultz (2003) ont étudié l'influence des logiciels d'audit¹ qui organisent l'information sur l'identification des facteurs de risque pendant l'application des procédures analytiques. Les logiciels d'audit, dans les cabinets qui adoptent

¹ Ce sont des logiciels qui aident l'auditeur, pendant la mission d'audit, à organiser l'acquisition de l'information, la présentation des procédures nécessaires, etc.

l'approche par les « *Business Risks* », organisent l'information sur l'entreprise selon les processus en conformité avec cette approche. En revanche, les logiciels dans les autres cabinets qui ne pratiquent pas cette approche, organisent l'information selon les comptes des états financiers en conformité avec l'approche traditionnelle. Dans cette recherche, les auditeurs qui ont utilisé le premier type de logiciels ont identifié plus de facteurs de risque, pendant l'exécution des procédures analytiques et ils ont apprécié le risque d'anomalies à un niveau plus élevé en comparaison avec les auditeurs qui ont utilisé le deuxième type. Une autre recherche sur l'influence de la structure d'audit sur la performance de l'auditeur a montré que la nouvelle structure, qui organise l'audit de façon *top-down* et selon les processus, améliore la sensibilité de l'auditeur sur des facteurs qui augmentent le risque d'anomalie (O'Donnell *et al.*, 2004). Finalement, O'Donnell a prouvé que le mode de pensée selon l'approche des systèmes « *Systems Thinking* », qui est la base conceptuelle de cette approche d'audit nommée aussi « *Strategic-Systems Auditing* », améliore la compréhension de l'auditeur sur les relations entre les comptes interdépendants et augmente l'identification des fluctuations non cohérentes pendant l'exécution des procédures analytiques (O'Donnell, 2006). Parce que ce mode de pensée peut aider l'auditeur à créer une représentation mentale plus riche, il peut augmenter l'efficacité du processus d'audit.

Figure 2 : les méthodologies des recherches et leurs résultats

La recherche	La méthodologie	Les participants	Les résultats
O'Donnell et Schultz, 2005	Un cas fictif sur une entreprise	138 (90+48, 2 expériences) auditeurs du même cabinet international (un des big four)	L'auditeur peut sous-estimer le risque d'états financiers s'il évalue les risques stratégiques au niveau très bas.
O'Donnell et Schultz, 2003	Un cas diffusé sur un site d'Internet	28 auditeurs (14+14, 2 groupes) d'un cabinet	Les logiciels basés sur les processus améliorent la performance de l'auditeur dans l'exécution des procédures analytiques.
(O'Donnell <i>et al.</i> , 2004).	Un cas fictif	138 auditeurs du même cabinet	La nouvelle structure <i>top-down</i> et la focalisation sur les processus, améliorent la sensibilité de l'auditeur aux facteurs qui augmentent le risque d'anomalie.
(O'Donnell, 2006)	Un cas fictif	106 auditeurs (52+54, 2 expérience) du même cabinet international (un des big four)	Le mode de pensée selon l'approche des systèmes augmente l'efficacité du processus d'audit.

Les résultats contradictoires de ses recherches peuvent sembler remettre en cause l'efficacité de cette approche en ce qui concerne la détection des fraudes et des anomalies dans les états financiers. Nous pensons que l'utilisation de cas fictifs dans une expérience qui dure une ou deux heures ne peut pas produire des conclusions fiables. Les participants dans ces recherches doivent lire des informations écrites sur un client artificiel puis répondre aux questions. Premièrement, l'information peut ne pas être complète, ce qui oblige les auditeurs à répondre soit en utilisant leurs propres connaissances sur l'environnement comptable pour compléter l'information manquante, soit sans tenir compte du manque de données. Dans les deux cas, les réponses peuvent être non pertinentes. Deuxièmement, les auditeurs accumulent l'information sur le client en lisant de simples documents d'expériences tandis que dans les missions réelles d'audit les auditeurs accumulent leur information en s'appuyant sur plusieurs sources d'informations très diverses, et en prenant plus de temps. Ces différences entre les cas développés en laboratoire et la pratique réelle peuvent influencer l'assimilation et la représentation mentale de cette information et altèrent en fin de compte, les décisions prises. Troisièmement, la plupart des cas ont adopté des types simples de facteurs ou signaux de risque comme les fluctuations incohérentes. Par conséquent, l'utilisation de cas de fraudes diverses et plus compliquées est nécessaire avant de juger de l'efficacité de cette nouvelle approche. De plus, la prise en compte d'autres déterminants qui peuvent influencer le jugement de l'auditeur comme sa formation, son aptitude à prendre des décisions ou encore sa connaissance dans des domaines comme le management stratégique, la gestion du risque ou l'analyse financière peuvent déterminer les conditions où l'approche par les « *Business Risks* » améliore ou pas la qualité d'audit.

1. 3. La recherche d'une valeur ajoutée pour les clients

Les cabinets d'audit prétendent adopter cette approche pour ajouter une valeur à l'audit d'un point de vue de leurs clients. L'objectif de ces cabinets est que l'audit crée de la valeur pour l'entreprise auditée (Lemon *et al.*, 2000). En analysant les risques stratégiques, l'environnement de l'entreprise et ses processus, et en prenant en compte sa viabilité et sa rentabilité, les cabinets peuvent assurer cet objectif. Mais, pour ajouter une valeur à l'audit du point de vue du client on doit définir le concept client. Est-ce que les clients qu'on cherche à favoriser sont les actionnaires de l'entreprise auditée ? Ou les dirigeants ? Ou d'autres utilisateurs des états financiers ? Il est clair que les intérêts de ces trois parties ne sont pas identiques, si elles ne sont pas antagoniques. Ce qui représente une valeur ajoutée du point de

vue d'une partie peut ne pas l'être pour les autres parties. L'audit, selon la nouvelle approche, comprend l'évaluation des risques stratégiques et des risques du processus, la compréhension de la gestion des risques pratiquée par l'entreprise et l'évaluation des risques qui ne sont pas maîtrisés. Tous ces aspects donnent la prépondérance à l'hypothèse que les clients qui peuvent percevoir valeur ajoutée de l'audit selon l'approche par les « *Business Risks* » sont les dirigeants de l'entreprise. En proposant cette valeur ajoutée l'audit s'approche de plus en plus d'un service de consultation en faveur des dirigeants ce qui met en cause l'indépendance de l'auditeur (Jeppesen, 1998). En effet, si les cabinets considèrent les dirigeants de l'entreprise comme leur client, l'audit traditionnel est considéré sans valeur pour l'entreprise auditée. Par conséquent, les cabinets cherchent à remplir cette mission en délivrant des conseils sur la base de leur évaluation des aspects managériaux du client (Jeppesen, 1998). Mais les vrais clients pour l'auditeur sont les utilisateurs des états financiers audités (Zeff, 1987). Pour eux, le rapprochement entre l'auditeur et les dirigeants de l'entreprise peut réduire la différence entre l'audit et la consultation et donc remettre en cause l'indépendance de l'auditeur ce qui n'ajoute aucune valeur à l'audit. La situation est la même si on considère que les actionnaires sont le client. Ces actionnaires, selon la théorie d'agence, attendent que leur agent vérifie, d'une façon indépendante, les états financiers qui sont préparés par le management de l'entreprise représenté par les dirigeants. Ce que les cabinets d'audit prétendent ajouter, en analysant les risques de l'entreprise, ses stratégies et les autres aspects de cette approche, est qu'implicitement parmi les responsabilités des dirigeants, ils doivent s'assurer que l'entreprise réalise réellement ses objectifs. Le bon fonctionnement de l'entreprise justifie la délégation de pouvoir de leur part aux dirigeants et les rémunérations de ces derniers. En conséquence, les conseils et l'information additionnelle que cette approche produit ne servent pas les intérêts des actionnaires.

Il nous semble qu'aucune de ces deux raisons, l'amélioration de la qualité d'audit et la réalisation d'une valeur ajoutée, ne représentent une motivation pour développer l'approche par les « *Business Risks* ». Les résultats des recherches concernant l'effet de cette approche sur la qualité d'audit, notamment la détection des fraudes sont contradictoires. Plusieurs recherches approfondies sont encore nécessaires avant d'affirmer que cette approche améliore la qualité d'audit. La réalisation d'une valeur ajoutée est basée sur une manipulation de ce qu'on considère comme le client de l'auditeur. En considérant d'un côté, les dirigeants de l'entreprise comme le client, cette approche met en cause l'indépendance de l'auditeur. D'un autre côté, elle ignore les intérêts des utilisateurs des états financiers et les actionnaires. Le

rapprochement entre l'auditeur et les dirigeants de l'entreprise n'ajoute aucune valeur pour ces deux parties, sans entrer dans le débat sur le statut du client, qui s'intéressent à une vérification des états financiers menée par un professionnel indépendant. Par conséquent, nous pensons que les motivations professionnelles ne justifient pas l'adoption de l'approche par les « *Business Risks* ». En cherchant d'autres motivations plus probables de l'adoption de cette nouvelle approche nous analyserons les raisons économiques.

2. DES RAISONS ÉCONOMIQUES SOUS-JACENTES

Selon les raisons économiques les cabinets internationaux ont développé cette approche pour réduire le coût d'audit qui est devenu une activité non rentable. De plus, ces cabinets peuvent générer des revenus additionnels par cette approche en offrant d'autres services comme les consultations. Dans le même temps, en prenant en compte le risque que l'entreprise n'atteigne pas ses objectifs, les cabinets peuvent réduire leur responsabilité vis-à-vis des investisseurs ou des autres parties prenantes.

2. 1. La réduction du coût de l'audit

Les cabinets d'audit ont pris conscience de l'importance de la réduction de leurs coûts comme un facteur essentiel au niveau de la concurrence. D'après les Healy et Palepu (2003) la *Federal Trade Commission* aux Etats-Unis a exprimé ses inquiétudes en 1970 car les grands cabinets d'audit fixaient leur prix de marché de façon oligopolistique. Cette commission a motivé la concurrence entre les grands cabinets d'audit. En devenant plus agressive, la compétition entre les cabinets affecte même la qualité de leur audit. Arthur Young & Co. par exemple, a perdu son client Penn Square Bank en 1981 au profit de Peat Marwick après avoir fait un rapport avec réserves concernant la provision pour la perte des prêts (loan loss reserves) en 1980. Peat Marwick a fait un rapport cette fois-ci sans réserves en 1982 sur les comptes de 1980 et 1981 juste quatre mois avant que la banque a fait faillite (Imhoff, 2003). Avec les pressions concurrentielles, les cabinets d'audit ont à subir une autre pression, les honoraires de la part des clients (Zeff, 2003). Tout ceci rend la réduction du coût d'audit indispensable pour la continuité de ces cabinets. Afin de réaliser cette réduction, les cabinets adoptent plusieurs politiques au niveau organisationnel et au niveau du processus d'audit. Au niveau organisationnel, les cabinets ont commencé à recruter, à partir de 1990, des équipes sans aucune formation comptable et même des étudiants pas encore diplômés et les forment

dans des programmes spécifiques en collaboration avec les universités. Par ailleurs, ils ont réduit les heures nécessaires pour l'exécution d'un audit (Imhoff, 2003). Au niveau du processus d'audit, les professionnels mettent l'accent sur l'évaluation du contrôle interne dans les entreprises auditées. Cette évaluation rationalise les procédures dans la mission d'audit et permet à l'auditeur de s'appuyer sur des contrôles mis en place par le client pour réduire ses propres procédures. L'évaluation du contrôle interne est devenu une tâche important pour l'auditeur notamment après la publication de référentiel « *Internal Control- Integrated Framework* » par le comité COSO (Committitur of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission » en septembre 1992 (COSO, 1992) et l'adoption de ses idées par les normes professionnels (SAS n° 78) en 1997. Dans le même temps, les cabinets ont renforcé la réduction des procédures substantives dans les programmes d'audit en s'appuyant de plus en plus sur des procédures analytiques (Imhoff, 2003). Bien entendu celles-ci sont moins coûteuses que les procédures substantives.

2. 2. La génération de revenus additionnels

À cause des pressions concurrentielles de la part des offreurs du service d'audit (les cabinets) et les pressions sur les honoraires de la part des payeurs pour ce service (les entreprises), l'audit est devenu une activité à faible rentabilité. De plus, l'augmentation des consultations a créé une nouvelle pression sur l'audit à l'intérieur des cabinets (Wyatt, 2004) car les revenus d'audit sont modestes en comparaison aux revenus créés par d'autres services comme les consultations (Healy et Palepu, 2003). En conséquence, les cabinets cherchent à vendre d'autres services à leurs clients, ce qui les amène à accumuler une connaissance approfondie des aspects managériaux de leurs clients comme de leurs stratégies, leurs métiers et l'environnement économique. Les cabinets assurent que l'audit leur permet d'aider le client à atteindre ses objectifs en analysant ses stratégies, en évaluant de ses risques, etc. ce qui peut créer des opportunités de vendre des services de consultation. En offrant une gamme de services délivrés pour le même client les cabinets d'audit réalisent des économies de variété (Demska, 2003). Nous discuterons le développement des services de consultation et leurs effets sur l'audit dans la position des régulateurs vis-à-vis de la nouvelle approche d'audit.

2. 3. La protection contre des poursuites éventuelles

La troisième raison qui pousse au développement de l'approche par les « *Business Risks* » est l'effort que font les cabinets afin de limiter le risque de poursuites judiciaires contre eux. Les

investisseurs, depuis le milieu des années 1970, ne sont plus obligés de prouver qu'ils se sont appuyés sur des informations comptables non fiables quand ils ont pris leurs décisions. Ils peuvent simplement affirmer qu'ils se sont appuyés sur le prix de l'action qui était lui-même affecté par ces informations. Les juges considèrent que dans un marché efficient le prix de l'action reflète toutes les informations publiques. Cet état de fait facilite les poursuites contre les auditeurs par les investisseurs (Healy et Palepu, 2003). Depuis, les auditeurs ont fait face à plusieurs procès intentés par les investisseurs pendant les années 1980-1990 et ils ont payé des compensations énormes pour dommages. L'effet de ces poursuites sur la réputation des cabinets accusés est plus coûteux que les compensations payées. Chaque fois qu'une entreprise fait faillite les investisseurs et les autres parties prenantes s'interrogent sur l'efficacité du contrôle pratiqué par l'auditeur et s'il y a eu des négligences de sa part. Pour agir contre le risque que la mission d'audit n'aboutisse à une responsabilité de l'auditeur, ces derniers ont intérêt à ce que l'entreprise auditée réussisse dans la réalisation de ses objectifs car son échec provoquerait des réactions de la part des investisseurs et des autres parties prenantes. C'est la raison pour laquelle les cabinets d'audit ont intégré dans le développement de ses approches l'évaluation du risque que l'entreprise auditée ne réalise pas ses objectifs.

Les cabinets d'audit ont développé leurs approches de travail en prenant en compte ces motivations économiques. Les nouvelles approches attachent une grande importance à l'évaluation du contrôle interne dans les entreprises auditées. Les cabinets utilisent les procédures analytiques plus qu'avant et ils ont réduit les procédures substantives dans les programmes d'audit. De plus, la compréhension approfondie des aspects non comptables (managériaux dans le premier temps) comme les stratégies de l'entreprise, son industrie et son environnement économique est devenue une des étapes d'audit. Finalement, le concept du risque d'entreprise, c'est-à-dire le risque que l'entreprise n'atteigne pas ses objectifs, est placé au cœur de la nouvelle structure d'audit.

Il nous semble que les contraintes économiques sont les raisons les plus probables de l'adoption de l'approche par les « *Business Risks* » même si les grands cabinets affirment d'avoir l'adopté pour améliorer la qualité d'audit et réaliser une valeur ajoutée pour leurs clients. L'analyse de l'environnement de la profession comptable et ses développements pendant les dernières années montre que les raisons économiques sont des facteurs dominants du développement de la nouvelle approche. Pour approfondir notre compréhension de cette approche et des motivations derrière son adoption par les grands cabinets nous allons

analyser les points de vue de deux institutionnels par rapport à cette approche : les organisations professionnelles et les régulateurs.

3. UNE DIFFÉRENCE D'APPRÉCIATION CHEZ LES INSTITUTIONNELS

3. 1. Les organisations professionnelles adoptent l'approche par les « *Business Risks* »

L'association professionnelle des experts comptables aux Etats-Unis, *American Institute of Certified Public Accountants* (AICPA), a créé l'environnement favorable pour le développement de l'approche par les « *Business Risks* » pendant les années 1990. L'AICPA a mis l'accent sur plusieurs normes d'évaluation du contrôle interne. Ces normes exigent plus d'implication de la part de l'auditeur dans l'évaluation du contrôle interne de l'entreprise auditée pendant la planification de ses procédures d'audit. La norme n° 78, qui est entrée en vigueur à partir de 1997, a modifié la norme n° 55 de 1990 en intégrant la définition et le modèle de contrôle interne du référentiel « *Internal Control- Integrated Framework* » du comité COSO (AICPA, SASs : 55, 78, 94). En conséquence, l'auditeur doit prendre en considération un modèle de contrôle interne plus compliqué qu'auparavant. De plus, la norme n° 94 de 2001 a pris en compte la technologie d'information en matière de contrôle interne et précise ce que l'auditeur doit évaluer pendant l'audit (Champlain, 2003). L'évaluation du contrôle interne est devenue une phase essentielle de la mission d'audit car elle peut rationaliser les étapes suivantes en réduisant les procédures substantives sur les processus qui sont bien contrôlés.

La profession a mis en évidence l'importance des les procédures analytiques. L'AICPA a souligné dans la norme n° 56 de 1989 que ces procédures sont une partie importante du processus d'audit. L'auditeur met en place ces procédures pour évaluer d'une façon générale l'information financière en analysant les relations entre des variables financières et non financières. Cette norme a été modifiée par la norme n° 96, effectif à partir de 2002, qui attribue un rôle essentiel aux procédures analytiques dans la mission d'audit (AICPA, SAS n° 96). De plus, dans les normes connues comme « *Expectation Gap Standards*¹ » les procédures analytiques sont considérées comme des procédures substantives (Cullinan et Sutton, 2002). En conséquence, l'auditeur peut limiter ces contrôles détaillés en exécutant ces procédures qui

¹ Ces sont neuf normes : 53-61

ont été utilisées pour planifier l'audit en fournissant à l'auditeur une image et des indicateurs sur les états financiers, les zones de risque et les zones non risquées.

Récemment, la norme 109¹, qui entre en vigueur à partir de 15 décembre 2006, adopte plusieurs aspects de l'approche par le « *Business Risk* ». Elle oblige l'auditeur à acquérir une compréhension des facteurs externes qui peuvent influencer l'entreprise et qui sont liés à son métier, aux régulations et aux autres facteurs (AICPA, SAS n° 109). Ces facteurs liés au métier de l'entreprise comprennent la concurrence sur le marché de l'entreprise, ses relations avec les clients et les fournisseurs et les développements technologiques dans son domaine. Parmi les facteurs liés aux régulations, la norme cite les normes comptables, l'environnement légal et politique, les contraintes environnementales sur le métier et sur l'entreprise. Finalement, l'auditeur doit prendre en considération d'autres facteurs externes comme les conditions économiques. La même norme oblige l'auditeur à comprendre les objectifs de l'entreprise, ses stratégies et les « *Business Risks* » qui peuvent produire des anomalies significatives dans ses états financiers.

Par ailleurs, l'AICPA a exigé dans la norme n° 82 que l'auditeur acquiert, pendant l'audit, une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives générées par des erreurs et/ou par des fraudes. Mais la notion de l'*assurance raisonnable* a vidé cette norme de toute exigence vis-à-vis la détection de fraude. Sur la pression de l'affaire ENRON et les autres scandales, l'AICPA a reformulé la norme n° 82 par la norme n° 99 pour admettre la responsabilité de l'auditeur à détecter les fraudes dans les états financiers (AICPA, SAS 99). Cette focalisation sur la détection de fraude par l'auditeur est considérée, par certains chercheurs, comme contradictoire avec la nouvelle structure de l'audit (Cullinan et Sutton, 2002). Les recherches actuelles ont conclu à des résultats contradictoires en ce qui concerne l'influence de la nouvelle approche sur la détection de fraude par l'auditeur.

De son côté, l'organisation internationale des comptables (IFAC) a intégré, dans la réforme profonde des normes internationales de l'audit en 2003, la notion de *Business Risk* dans ces normes. Préconisent que l'auditeur comprenne les objectifs, les stratégies et les risques d'entreprise qui peuvent produire des anomalies significatives dans ses états financiers (*ISA 315 : Understanding the Entity and its Environment and Assessing the Risks of Material*

¹ Les normes 109-110 remplace la norme 55.

Misstatement). La même norme recommande aussi une compréhension par l'auditeur de certains aspects liés à l'industrie comme l'environnement concurrentiel et les relations avec les autres acteurs comme les clients et les fournisseurs (IAASB, 2003). Par contre, cette norme conseille l'identification des risques d'entreprise qui peuvent produire des anomalies significatives et non tous les risques d'entreprise. Une autre norme internationale exige la prise en considération des lois et des réglementations pendant l'audit (*ISA 250 : Consideration of Laws and Regulations in an Audit of Financial Statements*). L'idée principale concernant les risques d'entreprise est que la compréhension de ces risques par l'auditeur augmente la possibilité d'identifier le risque d'anomalies significatives dans les états financiers.

Même si les normes internationales d'audit ont conservé l'approche du risque d'audit comme la méthodologie principale d'audit, les différents aspects de l'approche par le « *Business Risk* » qui ont été pris en considération dans ces normes représente la position de l'*IFAC* vis-à-vis de la nouvelle approche. L'organisation internationale développe ces normes en intégrant progressivement l'approche des « *Business Risks* ».

Les organisations professionnelles donc adoptent cette approche et elles ont intégré ses aspects principaux dans les normes professionnelles. Autrement dit, la profession supporte ces développements dans l'approche d'audit en normalisant les caractéristiques principales de l'audit par les « *Business Risks* ». Mais pour avoir sa légitimité, les autres institutionnels doivent accepter cette approche.

3. 2. Les régulateurs mettent en garde contre les risques de dérive

La commission du marché financier aux Etats-Unis (*Securities and Exchange Commission*), qui est l'autorité chargée de veiller à la protection des investisseurs et généralement au bon fonctionnement des marchés financiers, a exprimé ces inquiétudes à propos de l'efficacité des nouvelles approches d'audit. L'ancien président de SEC a affirmé dans un discours que : « On ne peut pas se permettre de sacrifier l'audit pour des approches efficaces mais moins efficace » (Levitt, 1998). Dans le même discours, il a proposé que la *Public Company Accounting Oversight Board* (PCAOB), présenté ci-après, évalue l'effet des nouveaux changements dans les approches d'audit sur les intérêts publics. Dans un autre discours il a signalé que les auditeurs sont, quelques fois, amenés à passer facilement sur certains cas de

manipulation comptables en cherchant à augmenter leurs revenus (Levitt, 2000). D'une façon indirecte plusieurs règles ont été imposées par la SEC qui sont liées à la nouvelle approche ou aux facteurs qui participent à son adoption. Le SEC a durci ses règles concernant l'indépendance de l'auditeur en observant notamment l'augmentation dramatique des services de consultation fournie par les cabinets d'audit. Les cabinets d'audit ne doivent pas fournir à leurs clients d'audit certains types de services car ces derniers affectent leur indépendance. De plus, les entreprises sont obligées de faire apparaître dans leurs rapports annuels à la SEC des informations concernant les services de consultation et les honoraires d'audit et de consultation (SEC, 2000). Même si la SEC ne promulgue pas des règles qui favorisent ou pénalisent directement les approches d'audit adoptées par les cabinets elle a adopté des règles qui protègent les intérêts publics en renforçant l'indépendance de ces cabinets mise en cause à la suite aux scandales financiers. Elle a interdit aux cabinets d'audit de fournir certains types des services à leurs clients et elle a exigé plus de transparence dans la relation entre l'entreprise auditée et l'auditeur en demandant à ces entreprises de faire apparaître des informations sur cette relation : les services de consultation et les honoraires d'audit et de consultation.

En réponse aux scandales financiers qui ont mis à mal la confiance des investisseurs et du public, une loi américaine *Sarbanes Oxley* (SOX) est mise en place à parti de 2002. Les règles de cette loi ont comme objectif s'assurer l'intérêt des investisseurs et de récupérer la confiance publique en mettant l'accent, dans un premier temps, sur l'indépendance de l'auditeur. La loi SOX interdit aux cabinets comptables de vendre aux entreprises dont ils réalisent un audit, certains types de services comme l'établissement des comptes, la conception et l'implantation des systèmes d'information. En outre, la loi SOX a créé le *Public Company Accounting Oversight Board* (PCAOB) qui est chargé de surveiller les auditeurs des entreprises publiques et même de promulguer des normes professionnelles. Ce dispositif est considéré comme un signal pour l'organisation professionnelle (AICPA) car il démontre que si cette dernière n'intervient pas pour assurer les investisseurs en imposant des normes et des règles qui garantissent la qualité de l'audit (implicitement l'indépendance de l'auditeur) une autre organisme indépendant pourrait achever cette mission.

Dans son étude « The Panel on Audit Effectiveness: Report and Recommendations » la *Public Company Accounting Oversight Board* recommande que les normes d'audit prévoient l'acquisition d'une compréhension approfondie des processus des entreprises auditées par

leurs auditeurs (PCAOB, 2000, p. 15). Cette proposition est en conformité avec l'approche par le « *Business Risk* ». La compréhension proposée est un élément du processus d'audit pour améliorer la qualité d'audit et ce n'est pas dans un objectif de générer d'autres revenus. À cet égard, la PCAOB a exprimé ses inquiétudes concernant l'indépendance des auditeurs qui fournissent à leurs clients des services de consultation et elle propose que le comité d'audit autorise *a priori* les autres services exécutés par l'auditeur (PCAOB, 2000). Les statistiques suivantes montrent la concentration sur les consultations, en comparaison avec les autres services, dans les grands cabinets d'audit¹ aux Etats-Unis en présentant le pourcentage des honoraires de chaque catégorie par rapport aux honoraires totales (PCAOB, 2000, p. 112). Nous constatons d'après le tableau que les honoraires de consultation sont devenus la plus grande source de revenus en 1999 devant les services de comptabilité et d'audit.

Figure 3 : la concentration sur les services de consultation dans les Big 5

Les services	1990		1999	
	Tous les clients	Clients sous les obligations de SEC	Tous les clients	Clients sous les obligations de SEC
Comptabilité et audit	53%	71%	34%	48%
Taxation	27%	17%	22%	20%
Consultation	20%	12%	44%	32%
Total	100%	100%	100%	100%

Source : PCAOB, 2000, p. 112.

La loi *Sarbanes-Oxley* exige que le PCAOB exécute un contrôle de qualité sur les cabinets qui vérifient les états financiers des entreprises cotées. Par conséquent, la PCAOB examine la qualité du travail de ces cabinets en étudiant différentes missions d'audit pratiquées par chacun d'eux. Nous ne trouvons pas d'opinion générale sur l'approche par le « *Business Risk* » dans ses rapports de contrôle de 2004² mais des signes de faiblesse sont signalés qui semble liés d'une façon ou d'autre à la nouvelle approche.

Le rapport de contrôle mené par le PCAOB sur la qualité du travail de KPMG LLP a mis en évidence plusieurs fautes commises pendant certaines missions d'audit (PCAOB, 2005). En examinant ces fautes on voit que la structure de l'audit, selon la nouvelle approche, peut être la cause de certains de ces fautes. Le rapport signale, par exemple, qu'un cabinet a calculé

¹ Ces chiffres sont pour les Big 5. En 2000 ces cabinets sont : Arthur Andersen LLP, Deloitte & Touche LLP, Ernst & Young LLP, KPMG LLP et PricewaterhouseCoopers LLP.

² Ces rapports sont partiellement publiés à la fin de l'année 2005 sur le site : www.pcaobus.org

l'importance relative pour planifier les procédures d'audit, dans une mission, comme un pourcentage de la somme des actifs après avoir exempté certains actifs intangibles. La pratique traditionnelle est de calculer l'importance relative comme un pourcentage des revenus avant l'impôt, ce que les politiques de ce cabinet permettent. L'adoption de la somme des actifs comme une base pour calculer l'importance relative a augmenté cette importance relative ce qui peut réduire les procédures d'audit. Dans d'autre cas, le rapport signale que le cabinet n'a pas exécuté des procédures substantives suffisantes notamment pour vérifier les soldes des charges dans les états financiers d'une entreprise. De plus, le cabinet a justifié la réduction de ses procédures d'audit, dans une année, en s'appuyant sur l'efficacité des contrôles internes qu'il a évalué par rapport à une année précédente à l'année de l'audit. Enfin, pour déterminer la taille d'échantillon pour les confirmations, il a apprécié le risque lié aux comptes des clients, en s'appuyant sur l'efficacité des contrôles internes, comme un risque « bas ». Par conséquent, la taille d'échantillon était inférieure à la taille nécessaire et l'appréciation des contrôles internes sur la base de la période ultérieure n'a pas produit une appréciation pertinente. La vérification des échantillons inférieurs à la taille nécessaire est critiquée par le rapport dans plusieurs missions d'audit. En s'appuyant sur son appréciation des contrôles sur la vente à crédit, le cabinet a conclu, dans une mission d'audit, qu'il n'avait pas besoin de confirmer les comptes des clients et dans une autre mission il n'a pas révisé toute l'information que l'entreprise auditée a pris en compte dans la détermination de la juste valeur de ses investissements.

Nous croyons que ces exemples de fautes peuvent servir comme un indicateur par rapport à l'approche d'audit adoptée par les grands cabinets. Cet indicateur montre *a posteriori* que la nouvelle approche est loin d'améliorer la qualité d'audit. On peut distinguer des types des fautes, dans ces exemples, qui résultent de la structure d'audit selon l'approche par les « *Business Risks* ». La réduction des procédures substantives exécutées par le cabinet, l'utilisation des échantillons de taille inférieure à la taille nécessaire et l'échec dans la vérification des issues détaillées sont des critiques à notre avis liées à la nouvelle approche car celle-ci se focalise sur l'appréciation des contrôles internes et elle limite les procédures substantives. Nous n'avons pas comme objectif de présenter toutes les critiques faites dans tous les rapports publiés par PCAOB mais les exemples présenté dans le rapport de contrôle de la qualité d'audit dans KPMG LLP nous indique que l'accumulation des informations sur l'entreprise auditée et la compréhension approfondie de ses stratégies et processus n'ont pas amélioré la qualité de l'audit et n'ont pas rationalisé les procédures exécutées par le cabinets

car l'efficacité de l'audit a augmenté en réduisant les procédures d'audit mais l'efficacité a diminué, dans le même temps, parce que les procédures qui ont été mise en place ne sont pas suffisantes pour assurer une vérification raisonnable des états financiers.

En étudiant la position des organisations professionnelles et les régulateurs nous nous trouvons devant deux points de vue différents et même contradictoire pour certains aspects. Les organisations professionnelles ont adopté implicitement l'approche par les « *Business Risks* ». D'un côté dans ses normes, le modèle du risque d'audit reste explicitement l'approche principale mais les exigences professionnelles ont été élargies en prenant en compte plusieurs aspects de la nouvelle approche. D'un autre côté, les régulateurs expriment leurs inquiétudes vis-à-vis de cette approche. Ces inquiétudes concernant l'indépendance de l'auditeur, menacé par les services de consultation, suscitent la promulgation des règles en limitant l'influence des aspects commerciaux sur les valeurs professionnelles. Les contraintes sur les services de consultation menées par l'auditeur à son client et l'obligation de publier les honoraires d'audit et des autres services sont parmi les mesures mises en place pendant ces dernières années pour assurer l'indépendance de l'auditeur et par conséquent améliorer la qualité d'audit. L'efficacité de ces règles n'a pas encore été démontrée, même si certains pensent que la prohibition complète de fournir des services de consultation au le client peut garantir l'indépendance et l'intégrité de la profession d'audit (Boyd, 2004).

CONCLUSION

Les grands cabinets d'audit ont développé des approches d'audit qui s'appuient plus qu'avant sur des concepts d'analyse de métier et des « *Business Risks* » et qui structurent le processus d'audit sur cette analyse. Plusieurs aspects de la nouvelle approche ont été adoptés par les normes professionnelles américaines et internationales ce que nécessite une analyse approfondie de cette nouvelle approche et des facteurs qui ont incité les cabinets d'audit à développer. Les cabinets justifient l'adoption de la nouvelle approche, qualifiée comme une innovation, par des motivations professionnelles. Ils affirment que leurs efforts pour améliorer la qualité d'audit et réaliser une valeur ajoutée pour leurs clients les conduisent vers cette structure de la mission d'audit. En examinant l'environnement de la profession comptable et ses développements pendant les dernières années et en analysant les recherches concernées nous avons mis en évidence que les contraintes économiques sur les cabinets d'audit sont des facteurs dominants du développement de la nouvelle approche dite par les « *Business Risks* ».

Les cabinets internationaux ont développé cette approche en premier lieu, pour réduire le coût d'audit qui était devenu une activité non rentable. De plus, ils cherchent par cette approche à générer des revenus additionnels en offrant d'autres services comme les consultations. Dans le même temps, en prenant en compte les risques qui peuvent mettre en danger la réussite de l'entreprise auditée les cabinets peuvent réduire leur responsabilité vis-à-vis des investisseurs ou des autres parties prenantes. Nous avons remis en cause les avantages professionnels de la nouvelle approche, pris en avant par les cabinets d'audit, notamment l'amélioration de la capacité de l'auditeur à détecter les fraudes et la réalisation de la valeur ajoutée au client. Notre lecture critique de ces motivations et des recherches qui les valident nous permette d'évoquer plusieurs remarques qui peuvent mettre en cause l'efficacité de l'audit par les « *Business Risks* ». Premièrement, les résultats des recherches concernant l'influence de la nouvelle approche sur la performance de l'auditeur c'est-à-dire sur la détection des fraudes et des anomalies significatives dans les états financiers sont contradictoires. Deuxièmement, les méthodologies adoptées par les chercheurs dans ces études ne peuvent pas produire des conclusions fiables. L'utilisation de cas fictifs dans une expérience qui dure une ou deux heures, la simplification des types de fraude ou des anomalies étudiées et la prise des décisions par les auditeurs interrogés sur la base des informations limitées nous semblent loin de représenter une simulation acceptable de la situation réelle. Troisièmement, concernant la valeur ajoutée au client d'audit selon cette approche, nous pensons que cette prétention est basée sur une manipulation de la notion du client d'audit. En effet, en examinant ce que l'audit par les « *Business Risks* » peut apporter sur l'évaluation des risques d'entreprise, ses objectifs et stratégies, ses processus et les facteurs externes qui la menacent... le client d'audit est plutôt les dirigeants de l'entreprise. En offrant cette valeur ajoutée l'audit s'approche de plus en plus d'un service de consultation en faveur des dirigeants ce qui remet en cause l'indépendance de l'auditeur (Jeppesen, 1998). Dans le même temps, cette approche ignore les intérêts du vrai client de l'audit qui sont les utilisateurs des états financiers selon certains chercheurs (Zeff, 1987) ou les actionnaires selon la théorie d'agence mais en aucun cas les dirigeants. Le rapprochement entre l'auditeur et les dirigeants de l'entreprise qui peut réduire la différence entre l'audit et la consultation et donc mettre en cause l'indépendance de l'auditeur n'ajoute aucune valeur à l'audit pour les actionnaires et les investisseurs. Tandis que les organisations professionnelles adoptent les aspects principaux de cette approche, les régulateurs sont inquiets de son effet notamment sur l'indépendance de l'auditeur. Les critiques dans les rapports du contrôle de qualité mené par le PCAOB montrent *a posteriori*

que la nouvelle approche est loin d'être développée pour améliorer la qualité d'audit ou au minimum elle n'a pas réalisé cette finalité.

Bibliographie

- American Institute of Certified Public Accountants (2006), *Statements on Auditing Standard No. 55, 78, 94: Consideration of Internal Control in a Financial Statement Audit*, AU Section 319. Available on www.aicpa.org
- American Institute of Certified Public Accountants (2006), *Statements on Auditing Standard No. 99: Consideration of Fraud in a Financial Statement Audit*, AU Section 316. Available on www.aicpa.org
- American Institute of Certified Public Accountants (2006), *Statements on Auditing Standard No. 96: Analytical Procedures*, AU Section 329. Available on www.aicpa.org
- American Institute of Certified Public Accountants (2006), *Statements on Auditing Standard No. 109: Understanding the Entity and Its Environment and Assessing the Risks of Material Misstatement*. Available on www.aicpa.org
- Bell T. B., Marrs F. et Solomon I. (1997), *Auditing Organizations Through a Strategic-Systems Lens: The KPMG Business Measurement Process*. LLP KPMG.
- Bell T. B., Peecher M. et Solomon I. (2002), *The Strategic-Systems Approach to Auditing*. In: *Cases in Strategic-Systems Auditing*, edited by T. Bell and I. Solomon. KPMG LLP: pp. 1-34.
- Boyd C. (2004) "The Structural Origins of Conflicts of Interest in the Accounting Profession", *Business Ethics Quarterly*, vol. 14, n° 3, pp. 377-398.
- Champlain J. J. (2003), *Auditing Information Systems*, 2nd edition, John Wiley & Sons, Inc., USA.
- Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (1992): *Internal Control- Integrated Framework*. www.coso.org
- Cullinan C. P. et Sutton S. G. (2002) "Defrauding the public interests: a critical examination of reengineered audit processes and the likelihood of detecting fraud", *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 13, pp. 297-310
- Demski J. S. (2003) "Corporate Conflicts of Interest", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 17, n° 2, Spring, pp. 51-72
- Erickson M., Mayhew B. W. et Felix W. L. (2000) "Why do Audits Fail? Evidence from Lincoln Savings and Loan", *Journal of Accounting Research*, vol. 98, n° 1, Spring, pp. 165-194
- Healy P.M. et Palepu K. G. (2003) "How the Quest for Efficiency Corroded the Market", *Harvard Business Review*, July, pp. 76-85
- International Auditing and Assurance Standards Board (2003), *International Standards on Auditing*, www.ifac.org
- Imhoff E. A. Jr. (2003) "Accounting Quality, Auditing and Corporate Governance", *Accounting Horizons*, Supplement, pp. 117-128
- Jeppesen K. K. (1998) "Reinventing auditing, redefining consulting and independence", *European Accounting Review*, vol. 7, n° 3, pp. 517-539
- Knechel W. R. (2001), *Auditing: Risk and Assurance*, Second Edition. South-Western Publishing Company.
- Lemon W. M., Tatum K. W. et Turley W. S. (2000), *Developments in the Audit Methodologies of Large Accounting Firms*, Monograph, APB London.
- Levitt A., (1998), "The Numbers Game", remarks by chairman of the Securities and Exchange Commission, <http://www.sec.gov/news/speech/spch220.htm>
- Levitt A., (2000), "The Public's Profession", remarks by chairman of the Securities and Exchange Commission, <http://www.sec.gov/news/speech/spch410.htm>
- O'Donnell E., (2006) "Systems Thinking as a Tool for Improving Diagnostic Reasoning in Auditing: A Conceptual Framework and Experimental Evidence", Working paper on the 2006 Annual Meeting of the American Accounting Association, Washington, D. C., USA, pp. 1-37
- O'Donnell E., Bierstaker J. L. et Schultz J. J. (2004) "Strategic-Systems Auditing: The Influence of Task Structure on Auditor Sensitivity to Risk Factors", Working paper on the 2004 Annual Meeting of the American Accounting Association, USA, pp. 1-28
- O'Donnell E. et Schultz J. J. (2003) "The Influence of Business-Process-Focused Audit Support Software on Analytical Procedures Judgments", *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, vol. 22, n° 2, pp. 265-279

- O'Donnell E. et Schultz J. J. (2005) "The Halo Effect in Business Risk Audits: Can Strategic Risk Assessment Bias Auditor Judgment about Accounting Details?", *The Accounting Review*, vol. 80, n° 3, pp. 921-939
- Public Company Accounting Oversight Board (2000), *The Panel on Audit Effectiveness: Report and Recommendations*. Stamford, CT: American Institute of Certified Public Accountants.
- Public Company Accounting Oversight Board (2005), Report on 2004 Inspection of KPMG LLP, PCAOB release No. 104-2005-088, September 29. www.pcaobus.org
- Securities and Exchange Commission, (2000), Proposed Rule: Revision of the Commission's Auditor Independence Requirements. <http://www.sec.gov/rules/proposed/34-42994.htm>
- Winograd B. N., Gerson J. S. et Berlin B. L. (2000) "Audit Practices of PricewaterhouseCoopers", *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, vol. 19, n° 2, pp. 175-182
- Wyatt A. R. (2004) "Accounting Professionalism- They Just Don't Get It!", *Accounting Horizons*, vol. 18, n° 1, March, pp. 45-53
- Zeff S. A. (1987) "Does the CPA belong to a Profession?", *Accounting Horizons*, June, pp. 65-68
- Zeff S. A. (2003) "How the US Accounting Profession Got Where It Is Today, Part I", *Accounting Horizons*, vol. 17, n° 3, September, pp. 189-206